

* Fascisme et antifascisme en 2018

Ce texte est une version modifiée d'une intervention orale lors d'une réunion organisée par Solidarité internationale antifasciste, à Toulouse, le 24 mars 2018. Trois camarades sont intervenus sur l'histoire et l'actualité du SIA (Valentin Fremont¹, Placer Marey Thibon et Jean Sermet). J'ai présenté une très brève introduction définissant des questions et des interrogations susceptibles de nourrir un débat sur «l'antifascisme passé et présent». Les participants se sont ensuite répartis en trois groupes d'une quinzaine de personnes chacun pour discuter de façon plus approfondie durant une heure. Pour conclure, les animateurs des trois groupes ont présenté un résumé des débats à la fin de la journée. Cette formule de discussion ouverte, sans véritable conclusion définitive, a pu décevoir celles et ceux venus chercher des réponses claires aux problèmes soulevés par les antifascismes actuels, et plus particulièrement par l'antifascisme dit «radical» ou libertaire². J'ai donc essayé ici de présenter ma position de façon plus affirmative. Vous pourrez aussi vous reporter aux comptes rendus de plusieurs livres récents sur l'antifascisme³, articles parus sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, en attendant leur publication dans la revue *Ni patrie ni frontières*.

* Sur l'antifascisme historique (classique mais – hélas ! – pas du tout classiste !)

Il ne m'est pas possible ici de rentrer dans le détail de l'évolution du fascisme à partir des exemples italien ou allemand. En tout cas il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'antifascisme comme le croient certains historiens et militants de gauche, libertaires ou d'extrême gauche. Le mouvement ouvrier a toujours connu des débats extrêmement virulents sur la nature du fascisme, ses possibilités de succès, les alliances et les moyens nécessaires pour le combattre.

L'antifascisme classique ou historique (celui qui va des années 20 aux années 60) et qui a culminé dans les mouvements de résistance stalino-bourgeois et dans les mythes de la Résistance a toujours reposé sur le plus petit commun dénominateur :

– **le soutien à l'Etat (existant ou à venir)**, «base d'un nouveau consensus constitutionnel» pour tous les partis de gauche et de droite. Il s'agit d'une **idéologie interclassiste** puisque «l'antifascisme, comme et plus encore que le fascisme, passe à travers tous les courants politiques et toutes les couches sociales⁴».

¹ Auteur d'un livre publié par Alternative libertaire sur le SIA, ouvrage totalement acritique par rapport à la CNT de l'époque. Attitude que l'on retrouve aussi chez Sebastian Cortes, membre de la CNT-Vignoles, dans son ouvrage sur l'*Antifascisme radical* (Editions de la CNT).

² Les «antifascistes radicaux» d'aujourd'hui (souvent appelés «antifas») promeuvent un militantisme sur tous les terrains : féminisme ; homophobie ; transphobie ; écologie ; racisme antimusulmans ; solidarité avec les réfugiés et plus généralement avec tous les migrants (fussent-ils «économiques») ; mesures «sécuritaires» prises par les Etats (du passeport électronique à la vidéosurveillance en passant par les empreintes ADN et les lois «antiterroristes») ; violences policières quotidiennes ; dénonciation de toutes les interventions américaines ou européennes dans les pays du Sud (Syrie, Irak, Lybie, Mali, etc.) et du « sionisme ».

Si l'influence de ces «antifascistes radicaux» n'est en rien comparable à celle des partis de gauche soutenant les Fronts populaires en Espagne et en France en 1936, elle est tout de même en symbiose avec tous les courants du «gauchisme culturel», les théories hostiles à la classe ouvrière propagées par les universitaires décoloniaux, postmodernes, féministes, identitaires de gauche, etc.

³ Cf. sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, les critiques des livres suivants : M. Testa : *Militant antifascism. A hundred years of resistance* ; Mark Bray : *Antifa. The Antifascist Handbook* ; Shane Burley : *Fascism today. What it is and how to end it* ; Gilles Vergnon : *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen* ; Gilbert Badia : *Ces Allemands qui ont affronté Hitler* ; Matthias Bouchenot : *Tenir la rue. L'autodéfense socialiste (1929-1938)* ; Sebastian Cortes : *Antifascisme radical* ; Matthieu Gallandier et Sébastien Ibo : *Temps obscurs. Nationalisme et fascisme en France et en Europe*.

⁴ Selon l'historien Enzo Colloti, cité dans Bruno Groppo, «Le débat autour du concept d'antifascisme dans l'Allemagne unifiée», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 37/38, 1995, http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1995_num_37_1_402734.

– **le soutien à la démocratie bourgeoise**⁵, même si certains antifascistes tiennent un discours plus radical (en apparence), comme ce fut le cas pour les partis stalinien avant la Seconde Guerre mondiale qui présentaient «*le fascisme comme l'aboutissement inéluctable du capitalisme mourant*» ;

Dans le contexte des années 30, l'antifascisme reposait sur **le soutien au régime stalinien**, à ses massacres et à ses procès truqués car ses partisans voulurent d'abord «préserver la paix» à tout prix en prônant «*la révision des traités et le désarmement*» jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie (le 15 mars 1939) puis «gagner la guerre» contre l'Allemagne et l'Italie, ce qui impliquait des **alliances militaires avec l'URSS, l'Angleterre et les Etats-Unis, donc abandonner toute critique de ces puissances, que les antifascistes présentèrent alors comme démocratiques et antifascistes.**

Après la Seconde Guerre mondiale, cet antifascisme pacifiste⁶ (qui s'appuyait sur le prix du sang payé par l'URSS : 26 millions de morts du côté soviétique – soit 10 millions de soldats et 16 millions de civils) servit surtout les intérêts de l'impérialisme russe, puisque seuls les crimes de l'impérialisme américain et des impérialismes français, britannique et portugais étaient évoqués dans la propagande de ces antifascistes.

* L'antifascisme actuel et la situation internationale

Il est évident que nous nous trouvons dans une conjoncture inquiétante à l'échelle internationale qui peut amener beaucoup de militants à croire en un «retour des années 30» :

– dans les pays occidentaux dits « démocratiques », des politiciens populistes, ou nationaux-populistes sont au pouvoir – ou au moins récoltent un nombre significatif de voix : Allemagne, France, Etats-Unis, Hongrie, Autriche, Italie, etc. Ces politiciens sont souvent qualifiés de fascistes ou fascisants ;

– dans la plupart des pays dits « musulmans », les exploités doivent affronter des dictatures militaires (Egypte), des théocraties (Iran, Arabie Saoudite), ou des régimes parlementaires très musclés (Algérie, Turquie, Pakistan) où les services secrets, la police, l'armée, la mafia et les groupes paramilitaires ont énormément de pouvoir. Cette situation incite certains intellectuels et militants à les considérer également comme «fascisants», voire fascistes.

De plus, on assiste à l'essor de groupes religieux conservateurs (salafistes), de partis religieux réactionnaires sur le plan politique et social (Frères musulmans notamment) et de groupes terroristes, djihadistes-internationalistes (Al Quaida, Daech, etc.), courants qui se voient parfois affubler l'étiquette d'«islamofascisme⁷» par des gens d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche ou libertaires.

Cette conjoncture internationale inquiétante ne peut que nous inciter à nous demander si nous assistons

– à une résurgence du «nazifascisme» historique (celui des années 20 et 30) ;

– à l'apparition d'un nouveau préfascisme ou profascisme (processus que l'on peut désigner sous des termes aussi divers que «Etat profond⁸», «démocrature», «terrorisation démocratique», «fascisation rampante», «fascisme larvé», «islamofascisme», etc.)

– ou à de nouvelles formes de mise en place d'«Etats d'exception» (en tout cas au Nord) dont certains traits rappelleraient «les années 30» et d'autres correspondent à une gestion politique sophistiquée des conflits sociaux et à une domination sociale «douce» mais potentiellement «totalitaire» des travailleurs.

Pour répondre à ces questions, il faut déjà, à mon avis, définir une position claire sur au moins trois points : l'Etat, la nation et l'utilisation de la violence par les exploités.

⁵ Ce soutien est plus ou moins conscient ou assumé, et se manifeste toujours par des alliances sans principes.

⁶ On en trouve une excellente illustration dans *Mémoires d'un rouge* de Howard Fast, autobiographie politique sympathique et intéressante mais qui reprend un argumentaire souvent philostalinien. La traduction française a été republiée chez Agone récemment.

⁷ Cf. «“Islamofascisme” et “islamogauchisme” : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2546>)

⁸ Suivant les contextes, les pays et les auteurs, cette notion a parfois des relents conspirationnistes. Elle vise à expliquer qu'il existerait un Etat dans l'Etat (version modérée : les hautes sphères de l'administration, de la justice, de la police et de l'armée), ou une structure clandestine mafieuse qui manipule le gentil Etat en coulisses (version paranoïaque ou fascistoïde).

* Etat, fascisme et antifascisme

Les antifascistes qu'ils soient républicains, radicaux ou libertaires, ont tous affaire à l'Etat et défendent des positions ambiguës face à lui. Cette ambivalence est particulièrement évidente chez les démocrates bourgeois (comme ceux de la Ligue des droits de l'homme, du PCF, du PS ou de la France insoumise), mais c'est aussi clair chez tous les «antifas» qui se réfèrent de façon acritique et positive aux Arditi del popolo italiens, aux mouvements de résistance stalino-bourgeois pendant la Seconde Guerre mondiale, ou refusent de critiquer la participation gouvernementale de la CNT en 1936.

Les antifascistes «révolutionnaires» prétendent lutter contre l'Etat, ses lois, son administration, ses forces de répression et la façon dont l'Etat actuel préparerait, selon eux, le fascisme mais aucun de ces courants ne va au-delà de quelques discours exaltés. Si ces camarades n'ont pas les idées claires sur le passé du mouvement ouvrier, il est peu probable qu'ils défendent des principes politiques fermes aujourd'hui.

Or, l'Etat actuel et les différentes fractions des classes dominantes sont des acteurs non négligeables qui peuvent manipuler aussi bien les fascistes que les antifascistes. Quelques exemples :

– la façon dont les crimes du djihadisme international justifient les restrictions des libertés démocratiques dans les pays du Nord, comme du Sud. L'opposition des Etats à «l'islamofascisme» ou au terrorisme djihadiste leur permet de déployer une rhétorique antifasciste, tout comme ce fut le cas des Etats-Unis et de l'Angleterre durant la Seconde Guerre mondiale ; face à cette situation, les antifas sont généralement désarçonnés car ils n'osent pas dénoncer trop bruyamment l'islam politique voire critiquer l'islam (comme ils craignent d'ailleurs de critiquer toutes les religions⁹) par peur d'alimenter le racisme antimusulmans ;

– les Etats européens dits démocratiques alimentent le racisme institutionnel contre les populations d'origine «extracommunautaire», mais en même temps ils font passer des lois contre le racisme et toutes les discriminations de sexe, de genre, etc. De plus, la plupart des politiciens «respectables» expriment une hostilité superficielle face au racisme et à l'antisémitisme. Ces signaux contradictoires poussent fréquemment les antifas (mais aussi de nombreux intellectuels) à comparer le traitement des immigrés par les Etats européens aux persécutions des Juifs dans les années 30, ce qui n'aide pas du tout à comprendre les enjeux actuels, et nourrit paradoxalement des illusions sur la démocratie bourgeoise ;

– les «politiques migratoires» des Etats alimentent la xénophobie et le racisme, deux idéologies propagées également par les mouvements d'extrême droite et fascistes – ce qui pousse souvent les antifas à minimiser les différences entre fascisme et démocratie ;

– les groupes d'extrême droite et les services secrets collaborent souvent à l'application d'une stratégie de la tension pour piéger les organisations du mouvement ouvrier ; stratégie de la tension (Italie, Grèce) qui peut inciter les antifas à mettre tous leurs ennemis dans le même sac sans définir des politiques différenciées ;

– un certain nombre d'Etats (y compris les Etats-Unis avec les talibans et Israël avec le Hamas) ont aidé directement ou indirectement des mouvements nationalistes musulmans pratiquant le terrorisme, en vue d'affaiblir d'autres puissances (l'URSS en Afghanistan), de s'imposer dans une région géostratégique ou d'affaiblir tel ou tel courant (l'OLP en Palestine, le régime Assad en Syrie, etc).

La nouveauté de ces situations devrait nous inciter à affiner nos analyses politiques et à ne pas traiter indistinctement de «fascistes» tous les courants ou les Etats qui emploient massivement la violence contre leurs peuples ou contre des catégories déterminées de la population (par exemple, l'épuration ethnique contre les Rohingas en Birmanie ne peut être mise sur le même plan que les discriminations dont sont victimes les Berbères et les Kabyles, en Algérie et au Maroc) car sinon la notion de fascisme n'a plus aucun sens.

La position d'Alain Bihl¹⁰ me semble plus pertinente : nous assistons à la multiplication d'«états d'exception», dans les pays du Nord, qui visent à s'attaquer de plus en plus aux conditions de vie et de travail des salariés pour faciliter une nouvelle accumulation du capital à travers une restructuration économique et sociale radicale. Il est difficile, pour le moment, de savoir si ces états d'exception aboutiront à une répétition des régimes fascistes des années 30 qui étaient fondés sur un certain nombre

⁹ Cf. «Les dix commandements de la Gauche théocompatible», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1067> et «Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne» <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1916>.

¹⁰ Cf. son article «Le fascisme ne passera plus» dans la revue *Réfractations*, <https://refractions.plusloin.org/spip.php?article998>

d'éléments idéologiques¹¹ : relation aux corps intermédiaires (partis, syndicats, Eglises, associations), nationalisme économique, violence extralégale, négation du conflit de classes, interclassisme, nationalisme exacerbé, division entre intérieur (communauté nationale) et extérieur, anticapitalisme de façade, haine des femmes et chef charismatique.

On peut retrouver certains de ces éléments idéologiques dans les mouvements nationaux-populistes actuels, et aussi dans les mouvements islamistes, mais il est difficile d'y voir une résurgence du fascisme sans la présence d'autres facteurs indispensables : crise économique telle que des fractions significatives des classes dominantes misent sur la dictature d'un parti unique qui abolira la «démocratie» bourgeoise ; présence d'un mouvement ouvrier suffisamment fort pour constituer une menace potentielle pour le Capital ; mobilisation active de la petite bourgeoisie déclassée, paupérisée et des chômeurs dans des organisations paramilitaires.

*** La nation**

Qu'ils soient républicains, libertaires ou radicaux, la plupart des antifascistes, raisonnent dans un cadre strictement national. C'est d'ailleurs pourquoi ils sont incapables de critiquer sérieusement des mouvements de libération nationale comme le Hamas ou le Hezbollah, pas plus que dans le passé ils n'ont su critiquer les positions politiques de l'IRA, de l'ETA, du FNL sud-vietnamien, du FLN algérien, ou des guérillas latino-américaines, voire plus récemment des zapatistes.

Les antifascistes n'ont pas les idées plus claires sur l'Etat que sur la nation, ce qui est assez normal vu le lien étroit qui existe entre les deux. Les mouvements de libération nationale sont des proto-Etats, des Etats en formation, leur idéal est celui de l'Etat-nation, quel que soit le verbiage idéologique dont ils habillent leurs ambitions politiques.

Or si l'on pense, comme beaucoup d'antifascistes d'extrême gauche ou libertaires¹², que, dans toute une partie de la planète, il faudrait encore défendre des «nations opprimées», toutes classes confondues, (voire même certains Etats comme l'Iran ou la Corée du Nord !) contre «l'impérialisme» (généralement américain, pratiquement jamais chinois ou russe), il peut être tentant aussi de considérer l'Europe (ou la France, ou n'importe quel pays) comme une «nation opprimée»... Et il est donc «logique» de présenter le cadre national, l'Etat-nation, comme le principal cadre de lutte à défendre contre «le fascisme».

C'est là que l'on assiste à des convergences idéologiques entre l'extrême droite (celle de la Troisième Voie, des nationalistes révolutionnaires, de Soral, de l'UPR, etc.) et l'extrême gauche qui sont favorables par exemple au Brexit, à la sortie de l'euro ou de l'OTAN et autres fariboles nationalistes bourgeoises, ou qui sont hostiles à l'impérialisme américain mais pas à l'impérialisme russe ou chinois, ni aux tentatives de puissances comme la Turquie ou l'Iran de s'imposer par la force dans les jeux géopolitiques au détriment des peuples.

*** L'utilisation de la violence pour combattre le fascisme**

Les antifascistes républicains comptent sur l'Etat, la police et la justice pour limiter la croissance des groupes d'extrême droite, voire pour empêcher les fascistes de prendre le pouvoir. Les antifascistes radicaux, en principe, prétendent ne pas se fier à l'Etat et ils ont l'ambition «d'écraser le fascisme dans l'œuf», c'est-à-dire par leurs propres moyens.

Malheureusement il existe un fossé entre, d'un côté, la détermination et la préparation physique et militaire des groupes fascistes (qui comptent dans leurs rangs d'ex-flics et d'ex-militaires, ainsi que des membres actifs des forces de répression), et, de l'autre, les capacités militaires des antifascistes radicaux.

S'il s'agit de simples bagarres de rues, les antifas peuvent momentanément faire le poids. Mais si les groupes fascistes utilisent des armes à feu, ont le soutien d'une minorité de la police ou de l'armée, alors le niveau de préparation des antifas est dramatiquement insuffisant.

Cette disproportion risque de conduire à deux impasses chez les antifas :

– soit les pousser à former des organisations armées clandestines qui auraient pour but d'éliminer physiquement les cadres des groupes fascistes. Une telle stratégie est particulièrement difficile à

¹¹ J'emprunte cette liste à un texte de Mouvement communiste («Islamofascisme : définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers» http://mouvementcommuniste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT%209_Islamo%20fascisme_FR_vF_papier%20complet.pdf), article que j'ai critiqué par ailleurs, cf. note 6.

¹² Cf. «Contorsions "libertaires" face au Hezbollah et au nationalisme arabe», <http://mondialisme.org/spip.php?article847>.

appliquer aujourd'hui, même si elle serait inévitable face à des mouvements fascistes de masse¹³. En effet, dans la plupart des Etats démocratiques occidentaux, le service militaire a été aboli et les militants ne savent pas manier avec dextérité des armes simples comme des fusils ou des fusils mitrailleurs, à plus forte raison des armes sophistiquées ; ils n'ont aucune notion de tactique et de stratégie militaires, aucune expérience concrète des guerres traditionnelles ou de la guérilla ; enfin, utilisateurs intensifs des réseaux sociaux, ils sont probablement fichés par les flics comme par les fascistes les plus déterminés (aux Pays-Bas, par exemple, les néonazis publient systématiquement les photos et adresses de leurs adversaires antifas) ;

– soit les inciter à renier une partie de leurs principes (notamment l'indépendance totale vis-à-vis de l'Etat) et à s'allier à des forces antifascistes républicaines qui, elles, ont des liens étroits avec l'appareil d'Etat. Evidemment ce reniement n'est pas affiché ouvertement, mais s'opère autour d'un discours œcuménique du type «tous les antifascismes sont complémentaires», comme en témoignent les trois livres récents écrits par des antifascistes radicaux américains et britanniques (Mark Bray, Shane Burley et M. Testa) et dont deux sont publiés chez AK Press, maison d'édition explicitement anarchiste.

* L'unité oui, mais sur des bases de classe !

Je ne peux évidemment répondre à tous les problèmes ci-dessus exposés. Mais il me semble impossible d'éviter les erreurs de l'antifascisme classique si nous faisons l'impasse sur les alliances politiques catastrophiques nouées dans le passé. Quant aux thèses actuelles de l'antifascisme radical, elles ne sont, le plus souvent, qu'un simple copier-coller des idées répandues dans des mouvements réformistes comme l'altermondialisme et les courants identitaires de gauche¹⁴ populaires dans la petite bourgeoisie intellectuelle. Si l'on veut combattre l'extrême droite actuelle, et éventuellement des mouvements fascistes susceptibles de prendre le pouvoir, il faut au minimum :

- effectuer un bilan sérieux des erreurs commises dans le passé ;
- être clair sur des questions élémentaires comme celles de l'Etat, de la nation et de l'usage de la violence ;
- déterminer aux côtés de quelle classe sociale nous voulons nous battre (or, les antifascistes classiques, modernes et postmodernes sont majoritairement hostiles au rôle déterminant des prolétaires dans la lutte contre le fascisme¹⁵).

Une fois ces hypothèques levées, nous pourrions nous poser la question de ce que pourrait être «l'antifascisme» aujourd'hui et de l'unité avec d'autres «antifascistes».

L'unité peut se réaliser à la base avec des militants réformistes **s'ils sont d'accord sur NOS objectifs immédiats et NOS moyens d'action, ou en tout cas s'ils ne les sabotent pas.**

Et l'unité ne peut exclure la liberté de critiquer rudement nos alliés ponctuels, ce qui n'est pratiquement jamais le cas dans les coalitions antifascistes. En effet, beaucoup de sympathisants et même de militants de gauche et d'extrême gauche ne saisissent pas vraiment la portée des divergences politiques avec les réformistes, ou du moins ils croient qu'elles sont secondaires. De plus, les dirigeants socialistes ou «communistes» se démènent toujours pour étouffer toute discussion.

Enfin cette unité «antifasciste» doit être fondée sur des pratiques démocratiques, autonomes, dans la lutte, sinon elle devient la spécialité de petits SO ou de petits groupes militarisés qui ne rendront de comptes à personne sinon à leurs chefs autoproclamés.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 3 mai 2018

¹³ De leur côté, les fascistes envisagent tout à fait ouvertement d'éliminer physiquement leurs adversaires comme en témoigne un journal comme *Rébellion*. Ou comme l'envisageaient les terroristes d'extrême droite arrêtés en octobre 2017 (http://www.liberation.fr/france/2017/10/17/dix-personnes-liees-a-l-extreme-droite-radicale-arretees-pour-des-projets-d-attentats-en-france_1603803). Face à une telle détermination, il est évident que les discours enflammés, à la sauce gauchiste, autonome, ou antifasciste radicale, n'arrêteront ni les balles ni les bombes.

¹⁴ Cf. «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1533> .

¹⁵ C'est une des raisons de l'échec des tentatives de coordination internationale des antifascistes radicaux, selon Mark Bray et M. Testa dans leurs ouvrages précités.